

ENVOL

LE FÉMINISME POUR QUOI FAIRE ? – LE MOUVEMENT SOCIAL LE PLUS INNOVANT – « LE » OU « LES » FÉMINISMES ? – UNE RÉVOLUTION SANS MODÈLE – DE LA FAUSSE À LA VÉRITABLE MIXITÉ.

Cet été, alors que je parlais à l'Université féministe d'été de Québec, une femme rencontrée dans l'avion m'a posé une question qui pourrait servir de point de départ à ce livre. C'était une femme médecin, d'une quarantaine d'années, ouverte, engagée socialement, dont le mari a fait le choix de rester à la maison pour s'occuper des enfants. Elle m'a dit : d'accord, le féminisme a beaucoup apporté aux femmes ces trente dernières années, et dans certains pays où les droits des femmes sont encore bafoués il est nécessaire. Mais ici, dans nos pays occidentaux, en 2004, à quoi le féminisme peut-il encore servir ? Qu'auriez-vous répondu ?

Sans doute, il y a trente ans déjà, auriez-vous pu croiser dans un avion en partance pour le Québec une femme médecin satisfaite de son sort et qui vous aurait demandé : « Le féminisme pour quoi faire ? » Cette question formait en effet le titre du premier numéro des *Cahiers du Grif* en 1973 : c'est dire qu'elle se posait déjà à cette époque et que le féminisme rencontrait les mêmes objections de la part de femmes privilégiées dans leur destin singulier, ou qui, sans être privilégiées, ne percevaient pas leur conditionnement. À cette époque déjà, et tout au long des trente années écoulées, cette question a résonné. C'est que, d'une

part, une politique ne se réduit pas à une insatisfaction individuelle, et que, d'autre part, elle ne s'énonce pas en termes simplement comparatifs, auquel cas aucune revendication sociale ne serait légitime dans les pays occidentaux au regard de la situation du tiers monde. La prise de conscience et le ralliement du plus grand nombre ont été lents. L'action du féminisme a consisté à faire apparaître et à formuler de nombreuses formes de discrimination ou même de violence qui passaient jusque-là pour normales, et à susciter chez les femmes un entraînement non seulement à protester, mais à être et à s'affirmer. Ainsi ont été identifiés, et réprimés par la loi, des phénomènes jusque-là banalisés.

Quant au mari faisant le ménage – mais je demande à voir : qui, comment, à quel âge, pour combien de temps ? – il aurait, il est vrai, été plus exceptionnel, mais il l'est toujours si on en croit les statistiques. Et d'ailleurs, est-ce un idéal, sauf par rotation ? Le partage des tâches n'est-il pas une solution d'avenir plus généralement satisfaisante ?

En réalité, ce qui est vraiment nouveau, c'est plutôt votre propre présence dans l'avion, vous rendant à une université d'été de femmes réunies pour discuter de pratiques visant à la transformation des rapports entre les sexes, sans attendre l'invitation ou l'autorisation de quelque maître. Cette nouvelle socialité inventive des femmes, voilà qui est neuf : le dialogue, transatlantique en l'occurrence, l'incitation à penser et à agir. Et que votre interlocutrice ait voulu vous prouver qu'elle était « autonome » ratifiait implicitement cette autonomie comme une valeur : cela n'a pas toujours été le cas.

Quoi qu'il en soit, d'une part les choses n'ont pas évolué pour toutes et à tous les niveaux, comme certaines pourraient le prétendre à partir d'une situation relativement favorable ; d'autre part, de nouvelles questions se posent constamment dans une société en évolution et les acquis ne sont jamais assurés. Certaines de ces questions, auxquelles il faut répondre d'un point de vue féministe, ne sont pas nouvelles en soi ; ce qui est nouveau, c'est leur entrée dans le champ politique

aujourd'hui. La « domination masculine » plus évidente dans certaines autres cultures ne doit pas nous masquer celle qui se joue dans la nôtre et ne peut constituer un alibi. Ainsi a-t-on vu récemment se dresser en France de nombreux défenseurs passionnés de la libération des femmes quand il s'agissait de « dévoiler » les immigrées musulmanes au nom des valeurs de la République, alors qu'ils ne manifestent pas la même ferveur quand il s'agit des pratiques discriminatoires que celle-ci entretient.

Pourriez-vous donner des exemples de ces « nouvelles questions » ?

Je songe par exemple aux nouvelles techniques de procréation médicale qui reconditionnent la maternité, à peine rendue à la responsabilité des femmes par la contraception et la dépénalisation de l'avortement. Je pense à la transformation des régimes d'alliance et de parenté, au trafic prostitutionnel international, accru démesurément, dont l'identification porte paradoxalement à revaloriser la prostitution nationale revendiquée comme un travail banal parmi d'autres. Aux disparités dans les instances de responsabilité politique – débat qui n'était pas formulé avec cette précision au début du féminisme, dans la mesure où celui-ci se voulait d'abord un mouvement para-institutionnel ou même anti-institutionnel. Ou encore aux inégalités professionnelles persistantes, malgré le principe d'égalité acquis. À la confrontation des cultures au sein d'un même espace national ou à travers le monde. À bien d'autres choses encore. On assiste à l'émergence de nouvelles questions, mais aussi à une reformulation des anciennes questions dans des termes nouveaux. La vigilance politique exige de ne jamais considérer comme résolue ou résolue une question quelconque, mais d'être toujours capable de l'aborder ou de la réaborder dans les nouveaux termes où elle se pose en raison de l'évolution de

la société, ou même des effets pervers que sa première résolution a produits.

J'ajouterais que si un certain nombre de femmes ont acquis des droits nouveaux et de nouvelles places dans la société, les structures de cette société (sociales, politiques et symboliques) restent fondamentalement masculines, même si des femmes s'y manifestent plus que par le passé. Et s'impose à nous, en filigrane, une question fondamentale : quel monde commun voulons-nous ? Le féminisme est-il le « devenir-homme » des femmes, ou le devenir-autre des hommes et des femmes ?

Vous avancez parfois que, pour vous, le féminisme est le mouvement social le plus innovant de la fin du xx^e siècle...

Le grand projet de société post-capitaliste – la société sans classes – qui de la Révolution de 1917 à la chute du mur de Berlin a mobilisé les rêves et les énergies du xx^e siècle, y compris d'un certain nombre d'entre nous, a produit dans le réel de tels effets qu'il n'est plus soutenu comme tel, même par les héritiers du marxisme : la Chine entre dans la compétition libérale et la critique du capitalisme se fait désormais à l'intérieur de celui-ci.

Quoi qu'il en soit, le capitalisme est un phénomène situé dans l'histoire, propre à la modernité. La structure de domination des femmes par les hommes, la structure qui relie les sexes de manière hiérarchique – formulée ou non sous le terme de patriarcat – est en revanche transhistorique et transculturelle, présente dans toutes les cultures et dans toutes les périodes de l'histoire. C'est, comme le formulent les ethnologues, un « invariant » constitutif de l'état social. Prétendre renverser cette structure, faire varier l'invariant qui couvre tous les temps et tous les lieux, constitue donc une véritable révolution, même si

celle-ci ne prend pas la forme d'un événement violent. Je ne sais pas si cette volonté aboutira radicalement, mais en tout cas la question a été posée pour la première fois comme question générale et non, comme dans les mouvements féministes antérieurs, sur des points particuliers, tels ceux de l'accès au travail ou au droit de vote. À partir des années 1970, c'est cette structure comme telle qui est identifiée dans toutes ses formes et contestée. Je ne dis pas qu'une alternative radicale lui est substituée, ni que les problèmes sont résolus, mais la question fondamentale, structurelle en quelque sorte, a été posée et elle est devenue une question partagée. Alors que jusque-là, comme le formule Lévi-Strauss, les femmes étaient objets d'échange entre les hommes – les signes que les hommes échangeaient (à travers les règles du mariage et plus généralement de l'usage reproductif et sexuel) –, elles sont devenues elles-mêmes significantes, productrices de signes. Et « l'invariant » a ainsi été entamé. Le féminisme porte donc atteinte à une sorte de principe apparemment intangible de l'histoire des cultures et des sociétés. Et c'est là que se trouve, me semble-t-il, le caractère radical de son ambition.

Cette question politique, cette « révolution permanente », présente une spécificité par rapport à la révolution conçue par le marxisme : d'une part, c'est une révolution non pas événementielle et violente – fondée dans un moment de retournement – mais inscrite dans la durée. D'autre part, elle ne repose pas sur la représentation de sa fin ou sur une doctrine préalable : elle se pense et s'invente à chaque pas. Il y a dans le marxisme une prétention scientifique, quasi positiviste, à la détermination d'un modèle spéculativement élaboré, prétention qui a probablement nuit à la vitalité de l'inspiration qui la sous-tendait. Le féminisme n'a pas succombé à ce risque. Il s'est d'emblée défini comme un « mouvement », le mouvement de libération des femmes, comme une action qui formule et reformule au fur et à mesure ses problématiques, mais qui n'a pas de représentation *a priori*, ni de la société idéale

ni des chemins à suivre pour y parvenir. J'ai dit ailleurs que le féminisme a instauré une politique non métaphysique¹, c'est-à-dire une politique qui ne repose pas sur une représentation préalable de ses objectifs et de ses méthodes, et qui est donc une politique de l'action permanente.

Ceci rejoint votre première question : c'est à chaque moment, dans chaque conjoncture, que doivent être réinventées, rejouées, repensées des problématiques même déjà arpentées auparavant. Je crois que c'est à la fois la faiblesse apparente et la force du féminisme que de n'être pas lié à une doctrine unitaire, même si, bien sûr, il repose sur un corpus théorique qui ne cesse de se développer. Mais il n'a pas de Livre fondateur. Simone de Beauvoir ne joue pas dans le féminisme le rôle que jouait Marx dans le marxisme. Nous pouvons lire ou relire *Le deuxième sexe*, y trouver inspiration et en débattre, mais ce n'est pas notre dogme. C'est un texte historiquement référentiel. Et il y a beaucoup d'autres textes, mais aucun n'est le texte fondateur. Le livre est en quelque sorte à écrire.

C'est une des choses que j'ai comprises assez rapidement dans l'expérience du mouvement féministe : que nous serions nécessairement dans la pluralité et même dans le conflit, puisqu'il n'y avait pas de garant de l'orthodoxie. Nous pouvions, nous devons même nous déplacer, imaginer, opter, à partir des conjonctures et à la lumière d'une pensée toujours dialogale, une pensée « sur le tas ». Le chemin du féminisme, c'est à la fois la fidélité à de grandes constantes et la capacité de s'interroger y compris sur ce qu'on avait considéré comme acquis. C'est un agir pluriel et non une fabrication conforme à un modèle. Un agir qui repose sur un dialogue constant et qui peut même remettre en cause certains présupposés évidents au départ. (Je l'ai, dans certains écrits, qualifié à ce titre de politique post-moderne².)

1. Françoise Collin, 1993a : 217 (*NdE*, pour l'ensemble des notes).

2. Françoise Collin, 2001.

« Le » féminisme n'est donc ni une doctrine ni un parti, mais un espace politique où des positions diverses et des personnes diverses se confrontent – ou même s'affrontent – sans porter atteinte à cet objectif fondamental qu'on désigne sous le terme de féminisme. S'il est mû par une utopie, cette utopie n'est pas une représentation mais une injonction à penser et à agir, ce que j'ai nommé une « praxis des sexes ¹ ». Il est mû par l'urgence de l'ici et maintenant et la nécessité de repenser et de redéfinir constamment ses objectifs. D'ailleurs, le féminisme n'a jamais été un parti – même si par moments, au début surtout, il y a eu des tentatives de formation de parti qui ont toujours échoué. Mais même à ces moments-là, le parti n'écrasait pas le mouvement ; il était suscité par le mouvement mais il n'en était pas le représentant. Nous qui parlons ici nous ne sommes pas les gardiennes d'une orthodoxie : nous relayons plutôt un sens.

Vous soulignez la pluralité du mouvement, ses contradictions, ses remises en question... Est-ce qu'il ne faudrait pas parler « des » féminismes plutôt que « du » féminisme ?

La notion du féminisme – au singulier – est pertinente, car elle définit un espace de pensée et d'action centré sur la transformation des rapports entre les sexes, sur laquelle se concentrent les énergies diverses : c'est là le point de jonction, le point de référence. Il s'agit de transformer un monde défini par un seul sexe en un monde défini par les uns et les autres. Mais le féminisme est pluriel en ce que, depuis le début, il est nourri de positions diverses, tant quant à la définition même de la différence des sexes et de son statut que quant aux stratégies politiques à adopter pour transformer l'état de fait, et au monde visé. C'est un

1. Françoise Collin, 1992d, et 2004 : 18.

débat permanent, théorique mais aussi politique, devant les décisions à prendre, ainsi qu'en ont témoigné récemment les débats et prises de position différentes concernant la parité dans la représentation politique, l'interdit du port du voile à l'école ou le statut de la prostitution, ainsi, entre autres et plus discrètement, que les nouvelles techniques de procréation. Certains objectifs sont évidents, d'autres plus complexes. « Le » féminisme rassemble celles – et ceux – qui affirment, contre ce qui a séculairement prévalu, que les positions sexuées et les rapports entre les sexes ne relèvent pas d'une structure intangible, qu'ils sont susceptibles non seulement de variations mais aussi d'une transformation fondamentale qui surmonte leur hiérarchie séculaire. Il y a une « construction sociale des sexes » et de leurs rapports, et cette construction est organisée en termes de pouvoir, à travers les diverses formes historiques et culturelles, privées et publiques des sociétés. Le féminisme conteste ce qui a été défini comme leur « invariant » et engage à ce titre une révolution non violente mais fondamentale des rapports humains. Cette contestation est aujourd'hui retraversée par la contestation de la normativité hétérosexuelle : il s'agit de deux problématiques différentes, mais qui s'interrogent mutuellement.

Toutefois la notion de « construction sociale de sexe », ou de genre, est souvent utilisée sans être suffisamment analysée et elle risque d'être mal comprise. En effet, ce n'est pas « la construction » en tant que telle – ou le « genre » comme on dit aujourd'hui en traduisant le *gender* américain – c'est-à-dire le caractère culturel de leurs formes et de leurs relations, qui est contesté. Le féminisme ne vise pas à réaliser un « état de nature », ou un « naturalisme achevé » selon les termes de Marx : il remet en cause la forme, surtout hiérarchique, prise par cette construction. Substituer aux rapports hiérarchiques des sexes des rapports d'égalité est son objectif. Mais l'égalité à quoi ? S'agit-il pour les femmes de s'aligner sur le monde tel qu'il a été défini séculairement par les hommes, de devenir « des hommes comme les autres », ou s'agit-il de

promouvoir un autre monde, redéfini en de nouveaux termes ? S'agit-il d'un processus d'assimilation, d'ailleurs impossible, aux valeurs établies, ou d'un mouvement de transformation de celles-ci, qui entraîne d'ailleurs une redéfinition de la division sexuée elle-même, une redéfinition des sexes et des sexualités ? Ces deux objectifs sont constamment mêlés dans l'action et la revendication. Nous allons non vers ce qui est déjà mais vers ce qui n'est pas encore, vers un monde dont nous n'avons pas la représentation *a priori* mais que nous construisons dans la diversité de nos actions, dont nous prenons le risque, sans garanties. C'est ce qui caractérise la révolution des sexes – elle est sans modèle, ni historique ni doctrinal – et c'est ce qui donne son sens à la notion de politique qu'elle met en jeu : non pas la réalisation d'un plan, mais le frayage du nouveau dans les différentes conjonctures. Au-delà d'une critique du monde établi, il faut constamment, en effet, « prendre une décision », corriger les effets pervers de ce qui était apparu comme un progrès, redéfinir la forme des enjeux. C'est pourquoi « le » féminisme est essentiellement un espace de confrontation à partir d'une contestation commune du monde donné et de la volonté de son dépassement.

La mixité a été dès le départ une question fondamentale du mouvement des femmes. Comme si un monde prétendument mixte qui excluait les femmes ne pouvait supporter un mouvement qui excluait les hommes...

Cet espace de dialogue que les femmes ont constitué dans le mouvement féministe, espace dont elles sont les agents, m'apparaît comme un acquis de base fondamental de ce mouvement et comme une rupture historique majeure. Avant, tout dialogue passait par la médiation du masculin, s'effectuant sous son contrôle et requérant sa garantie.

La sécession des femmes, la constitution d'un espace d'échange entre les femmes, se donnant mutuellement autorité, prenant au sérieux la parole de l'autre dans la ratification ou la contestation, leur a permis de s'affirmer non plus comme les relais d'un discours préalable, mais comme agents constitutifs de leur discours. Elle a paradoxalement substitué à la fausse mixité du monde existant – qui était en fait un monde « homosexué », ou homosocial, c'est-à-dire fondé sur le rapport des hommes entre eux – les chances d'une véritable mixité à venir.

Au cours de l'histoire, des femmes, qui apparaissent comme des exceptions, ont certes participé, sous des formes diverses, à l'espace du débat commun, mais elles n'en étaient pas titulaires et n'en définissaient pas les termes. Elles en étaient plutôt les relais. Ainsi les trouve-t-on, par exemple au XVIII^e siècle, comme des interlocutrices intelligentes, questionnant la parole du maître, mais non comme des locutrices à part entière. Et comme des participantes aux révolutions sociales ou nationales qui sont aussitôt après renvoyées dans le rang.

Ainsi, la sécession apparente du féminisme est-elle le passage obligé conduisant d'une fausse mixité sociale à la réalisation d'une mixité effective, où hommes et femmes seraient titulaires du monde commun. Il ne s'agit pas d'exclure les hommes, mais de commencer par rompre avec l'état social où les femmes n'arrivaient pas à s'affirmer, à être « initiative », autrement que sous caution – sous la condition du savoir et de l'autorité masculines – et ceci indépendamment même de la (bonne ou mauvaise) volonté des hommes en tant qu'individus. Cette sécession relative a surpris et scandalisé parce qu'elle mettait en lumière l'homosocialité masculine d'une société d'apparence mixte (homosocialité éclatante dans la Cité grecque, ainsi que l'a bien montré Foucault, aux origines de notre culture).

On se souviendra qu'en Mai 68, c'est ainsi que les choses se sont passées : dans une révolution qui se voulait générale et libertaire, les femmes étaient réduites au silence ou ne pouvaient se manifester que

sous caution. Un mouvement qui revendiquait la liberté généralisée reconduisait la domination masculine, en contradiction flagrante avec son principe. C'est alors que les femmes ont fait sécession.

Ceci éclaire le paradoxe qui fait que, pour réaliser une société véritablement mixte, les femmes commencent par se réunir entre elles, en tant que femmes. Mais cet « en tant que femmes » est précisément une riposte à l'en tant que femmes qui leur était séculairement assigné.